Transatlantica

Revue d'études américaines. American Studies Journal

2 | 2010

The Businessman as Artist / New American Voices

« Obama : bientôt 2012 ! »

Compte rendu de la table ronde du 6 décembre en Sorbonne

Maud Quessard-Salvaing et Clémentine Tholas-Disset

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/transatlantica/5189>

DOI : 10.4000/transatlantica.5189

ISSN : 1765-2766

Éditeur

Association française d'Etudes Américaines (AFEA)

Référence électronique

Maud Quessard-Salvaing et Clémentine Tholas-Disset, « « Obama : bientôt 2012 ! » », *Transatlantica* [En ligne], 2 | 2010, mis en ligne le 12 avril 2011, consulté le 01 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/5189> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transatlantica.5189>

Ce document a été généré automatiquement le 1 février 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

« Obama : bientôt 2012 ! »

Compte rendu de la table ronde du 6 décembre en Sorbonne

Maud Quessard-Salvaing et Clémentine Tholas-Disset

- 1 Aux lendemains des élections américaines de mi-mandat, de multiples interrogations sont venues alimenter les nombreux débats autour de l'avenir de la présidence Obama. Le 6 décembre dernier, la table ronde intitulée « Obama : bientôt 2012 ! », s'est proposée de mettre en perspective la débâcle électorale démocrate en donnant des éléments de contexte et en évoquant les grands dossiers de la présidence. Lors de cinq présentations, indépendantes mais complémentaires, d'une vingtaine de minutes, les intervenants ont ainsi explicité, d'une part, les enjeux et les difficultés des réformes financière et de santé et, d'autre part, les défis de la politique étrangère en s'interrogeant sur les ruptures et continuités du modèle nord-américain.

Anne Deysine, « Les élections et après ? »

- 2 Le Professeur **Anne Deysine** (Université de Paris – Ouest Nanterre) ouvre la table ronde en présentant la situation intérieure après les élections de mi-mandat de novembre 2010 ; les États-Unis sont alors déjà à l'heure du scrutin de 2012. Le président Obama connaît, comme ses prédécesseurs Carter et Clinton, un revers de fortune inévitable dans un contexte intérieur dominé par la crise économique, les débats sur la réforme de la santé et celle des retraites. Ces difficultés ont été propices au sursaut des adversaires républicains. Ils sortent renforcés par l'émergence de mouvements plus radicaux comme le « Tea Party » et sont très présents et efficaces sur le terrain médiatique, alors que le système de financement des campagnes politiques autorisé par la Cour suprême en 2010 leur est particulièrement favorable. Ainsi la Chambre des Représentants passe aux mains des Républicains, désormais dirigée par John Boehner ; les Démocrates n'obtiennent qu'une toute petite majorité au Sénat (51 voix auxquelles viennent s'ajouter les voix des sénateurs indépendants, Lieberman et Sanders), insuffisante pour contrer l'obstruction législative. Dans ce climat de division, qui plus est aggravé par les conclusions de la Commission Bowles-Simpson sur la situation budgétaire désastreuse des États-Unis, la Maison-Blanche tente néanmoins de faire

passer plusieurs projets de lois controversés sur les droits des homosexuels dans l'armée ou la baisse des impôts. En réponse à certaines interrogations soulevées à l'issue des interventions, Anne Deysine ajoute que la Cour suprême, dirigée par le *Chief Justice* Roberts, est elle aussi sous la houlette des Républicains malgré la nomination récente de deux nouveaux juges par le président ; leur manque d'ancienneté et la nécessité pour la Cour de présenter un message collégial ne les autorisent pas, en effet, à soutenir pleinement ou ouvertement les décisions de la Maison-Blanche. Cette situation de blocage institutionnel propice aux affrontements se trouve renforcée par la disparition de mouvements plus modérés de part et d'autre du paysage politique.

- 3 Par ailleurs, malgré les ambitions de campagne et les velléités drastiques de changement, l'Administration Obama a été contrainte de conserver les pratiques traditionnelles de Washington et certaines collusions avec Wall Street alors que l'Amérique a perdu confiance dans le système boursier et se montre toujours plus méfiante vis-à-vis du *Big Government*. Le « *Washington as usual* » demeure et la transparence promise n'est pas au rendez-vous. La culture du secret propre aux États-Unis est d'ailleurs rappelée par Anne Deysine au moment des débats, en écho aux remarques sur la question du contrôle de l'information. De plus, la privatisation de certaines activités régaliennes de politique intérieure comme de politique étrangère est également sujette à caution. Lors des débats suscités par son intervention, Anne Deysine souligne qu'en continuant de s'appuyer sur un système hérité de Bush (*Signing statements*, place de l'argent et influence des lobbies sur l'État fédéral), Barack Obama a déçu les Américains. Dans un contexte de crise économique sans précédent (le taux de chômage atteint 9%), les inquiétudes exprimées par le vote sanction de ces élections de mi-mandat laissent augurer une réélection difficile en 2012, à moins que la force de la communication présidentielle ne parvienne à restaurer la confiance des électeurs. La mention de la collusion — fortement décriée — entre Washington et Wall Street permet d'amorcer des pistes de réflexion sur les nouveaux rapports annoncés entre argent et pouvoir dont va traiter Christine Zumello.

Christine Zumello, « Quelle chance pour la réforme de Wall Street ? »

- 4 Alors que les interrogations des Américains sur le rôle de l'argent et de l'Etat se sont présentées et se présenteront comme un enjeu électoral, l'intervention de **Christine Zumello** (Maître de Conférences, Université Paris 3 – Sorbonne-Nouvelle) permet de rappeler les ambitions et de comprendre les difficultés de ce qui s'avère être « une petite réforme de Wall Street ». À l'automne 2008, l'Administration Obama n'avait eu d'autre choix que de poursuivre les mesures d'urgence entreprises par l'Administration précédente pour faire face à la crise financière débutée dès 2007 ; or, celles-ci furent difficilement acceptées par le Congrès. Suite au travail entrepris par la Commission d'enquête sur les causes de la crise financière à l'été 2009, l'exécutif met en œuvre la réforme de Wall Street et de protection du consommateur. Or, celle-ci prend la forme de réformes « mises bout à bout », des « mesures discrètes » contribuant notamment au renforcement de la capitalisation des banques. Dans ce domaine on peut s'interroger sur les velléités ou la capacité du gouvernement américain à, entre autres contraintes, adapter la régulation telle qu'éditée par les accords dits de Bâle (en particulier « Bâle 3 »), même si la mise en œuvre pratique de ces mesures reviendra à la SEC (*Securities*

and Exchange Commission). Autre volet de la réforme annoncée par le secrétaire au Trésor Timothy Geithner, la mise en œuvre de l'Agence de protection du consommateur (contre les pratiques qui ont conduit à la crise financière) est elle aussi sujette à caution et objet de suspicion. Non seulement ce bureau hébergé au sein de la Fed devrait coordonner des activités de supervision du système financier déjà existantes, mais on peut s'interroger sur le fait que des acteurs de la crise financière aussi incontournables que Fannie Mae et Freddy Mac, distributeurs institutionnels de crédits, échappent à ce qui a été présenté comme une double réforme, alliant de concert la réglementation bancaire et la protection financière du consommateur.

Evelyne Thévenard, « Les Républicains à l'assaut de la Santé »

- 5 La réforme de l'assurance maladie, deuxième grand dossier de la présidence Obama, est présentée en détails par **Evelyne Thévenard** (Maître de Conférences à l'Université Paris 4 – Panthéon-Sorbonne). Son ambition première était de donner accès à une couverture médicale à 32 millions de personnes supplémentaires en 2014. Cette entreprise difficile, héritière d'un combat initié par l'Administration Clinton, a fait l'objet d'une première victoire à l'arrachée en mars 2010 mais reste controversée. Pour les Républicains, le coût de cette opération serait en effet beaucoup trop important et représenterait une forme d'ingérence dangereuse de l'État fédéral, un exemple notoire de « *Big Government* ». Par ailleurs, son application devrait représenter un défi de taille pour le gouvernement tant les ramifications économiques, administratives et juridiques de cette réforme la rendent complexe. Or, c'est avant tout la question de son financement qui suscite les débats les plus vifs ; pour les Républicains, il serait impossible d'augmenter le nombre de personnes couvertes tout en réduisant le déficit budgétaire du pays. Afin de résoudre cette question, le camp démocrate prévoit d'imposer de nouvelles taxes aux assureurs, aux laboratoires pharmaceutiques et à certains contribuables aisés pour couvrir une partie des dépenses engendrées par la réforme. En parallèle, l'informatisation des dossiers médicaux et les initiatives de prévention doivent permettre de réduire les coûts de cette réforme pharaonique.
- 6 Les opposants au projet sont nombreux car outre ses modalités de financement fortement décriées, il ferait peser d'importantes responsabilités sur les États fédérés. En effet, ceux-ci sont chargés de procéder à une restructuration du marché de l'assurance et à une expansion de *Medicaid*, vécu comme une atteinte à leurs libertés, un abus de pouvoir de la part de l'État fédéral qui violerait ainsi le 10^e amendement. Aussi, le nombre d'États fédérés ayant déposé des recours en justice ne cesse d'augmenter. La loi est également jugée anticonstitutionnelle par ses détracteurs qui considèrent que l'on ne peut obliger quiconque à s'assurer sous la contrainte. La réforme prévoit en effet que les personnes qui n'auraient pas de couverture maladie, représentant un coût pour la collectivité, devraient s'acquitter d'une taxe. Cependant, malgré les critiques essuyées par la Maison-Blanche, certaines mesures déjà en vigueur ont été plébiscitées, comme la prise en charge des enfants ou bien l'interdiction faite aux assureurs de rejeter les personnes malades. Dès lors, il sera difficile pour les Républicains de faire échouer la finalisation de la réforme de l'assurance maladie même si, à l'heure actuelle, leur majorité au Congrès leur permettrait d'agir à son encontre en refusant de voter le budget nécessaire à sa mise en place. Les deux partis vont devoir à nouveau faire des

compromis concernant la question de la santé pour éviter que la situation ne se retrouve bloquée. Lors des questions et commentaires concernant les coups durs qui affectent la Maison-Blanche, Evelyne Thévenard souligne que l'esprit partisan demeure très fort et qu'un accord se fera difficilement. En effet, dans le cadre de la réforme de la santé, les deux partis s'affrontent de manière houleuse à propos des commissions de vie ou de mort (*death panels*), point obscur utilisé par les républicains pour mettre leurs adversaires en porte-à-faux.

Annick Cizel, « La doctrine Obama, an II »

- 7 Après une année entière consacrée presque exclusivement aux réformes et aux dossiers intérieurs liés à la crise économique et financière, la Maison-Blanche a tenté de renouveler l'image de la première puissance mondiale en redéfinissant les grandes lignes de sa politique étrangère, une « doctrine Obama » incarnée par le tandem Obama-Clinton. **Annick Cizel** (Maître de Conférences à l'Université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle) explicite comment, là encore, ces velléités de renouveau, en demi teinte, souffrent du poids des déterminants intérieurs. L'influence républicaine passée et présente, particulièrement prégnante quant à l'enlèvement des États-Unis en Irak et en Afghanistan, ainsi que le poids de la *Realpolitik* budgétaire représentent deux freins incontestables aux ambitions quasi messianiques anticipées par l'octroi d'un prix Nobel « européen ». Dès lors, l'intervention d'Annick Cizel s'attache à présenter deux caractéristiques de cette diplomatie « en devenir » : les partenariats obligés dans un monde multi-polaire régi par l'inter-dépendance étatique d'une part, et, d'autre part, le développement d'un modèle de « démocratie citoyenne » s'appuyant sur les stratégies du *smart power*, alliant la force de la persuasion à celle de la coercition économique ou militaire. Ainsi la politique étrangère américaine à la recherche perpétuelle du consensus tenterait de s'adapter à la nouvelle donne internationale du XXI^e siècle au-delà des partenariats transatlantiques hérités du XX^e siècle. Dans une ère « post-post guerre froide », le leadership américain chercherait donc à réaffirmer son rôle au sein d'une nouvelle gouvernance globale en tenant compte des multiples enjeux (en particulier économiques ou sécuritaires) qui le lient aux partenaires devenus incontournables des puissances émergentes. Par ailleurs, dans un monde en constante mutation régi par les flux non-gouvernementaux (facilités par le cyberspace et les nouvelles technologies), les stratégies de la première puissance mondiale se voudraient préventives et privilégieraient notamment la force d'une diplomatie publique renouvelée travaillant de concert avec les acteurs du secteur privé. Entre une politique étrangère souhaitée, celle de l'idéalisme d'un « multi-latéralisme social » porté par le tandem Obama-Clinton, notamment lors des discours du Président à l'étranger, et un pragmatisme caractéristique face aux conflits non résolus ou hérités du siècle dernier (en Irak, en Afghanistan ou au Moyen-Orient), la « doctrine Obama » reste soumise à l'épreuve du réel. En réponse aux questions sur le nouveau tournant international qu'a souhaité prendre le quarante quatrième président américain, Annick Cizel explique qu'après une ère Bush marquée par la « grande diplomatie » l'Amérique est désormais entrée dans une phase de « petite diplomatie » guidée par les alliances économiques plutôt que par des stratégies de « *nation building* ».

Jean-Michel Lacroix, « Y-a-t-il une place pour une politique étrangère canadienne ? »

- 8 En rappelant les principales caractéristiques de la politique étrangère canadienne, l'intervention du recteur **Jean-Michel Lacroix** (Professeur à Université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle et président de l'Institut des Amériques) permet de mettre en perspective les orientations choisies par son voisin américain et de s'interroger plus largement sur l'existence d'une politique étrangère nord-américaine. Bien que l'on ait pu parler d'« une satellisation » du Canada, celui-ci a développé un sentiment national fort depuis la Seconde guerre mondiale, l'amenant à s'investir dans la politique extérieure en se démarquant de son voisin. Par le passé, cette puissance « moyenne » a su non seulement se montrer efficace dans les entreprises de médiation en temps de crise (comme celle de Suez en 1956), mais aussi se distinguer lors de prises de position remarquées dans le cadre d'enjeux plus contemporains (en refusant de participer à la guerre en Irak ou, à l'inverse, en décidant d'intervenir en Afghanistan au risque de provoquer une crise politique intérieure). Ce rôle de médiateur s'est également affirmé dans la participation active du Canada aux instances juridiques internationales et notamment au Tribunal Pénal International. Or, comme chez son grand-frère états-unien, la politique extérieure canadienne est limitée par l'impact des dissensions intérieures, en particulier entre ou au sein des Provinces, comme au Québec, marqué par les conflits linguistiques. Pourtant la société canadienne, championne de la parité, se distingue aujourd'hui comme un véritable pôle d'attraction, renforcé par la promotion de son fleuron : la diversité culturelle. Au centre des enjeux énergétiques et géostratégiques présents dans le Grand Nord, membre du G7 depuis les années 1970 et aujourd'hui du G20, la puissance canadienne, entre rayonnement et promotion de son modèle de démocratie, a su affirmer ses spécificités nationales.
-

INDEX

Thèmes : Actualité de la recherche

AUTEURS

MAUD QUESSARD-SALVAING

Paris 3 – Sorbonne Nouvelle

CLÉMENTINE THOLAS-DISSET

Paris 3 – Sorbonne Nouvelle / UPEC